

OUATTARA REFUSERAIT-IL LA VÉRITÉ DES URNES EN COTE D'IVOIRE ?

En Côte d'Ivoire, nul n'a donné la chance à la vérité des urnes de s'affirmer nettement après l'élection présidentielle. Tous les principaux acteurs, dominés plutôt par la nervosité, la peur fébrile de perdre cette élection et les conséquences idéologiques puis les subséquences sociopolitique et économique qu'elle entraînerait sur l'échiquier africain se sont laissé aller à la déraison et au non-droit. L'ONU et la France de SARKOZY ont officiellement proclamé un vainqueur de l'élection avant la fin du processus, c'est de la déraison en diplomatie internationale. La Commission Électorale Nationale pro-OUATTARA a manqué de cohérence, de cohésion et de probité et n'a pas pu consolider et proclamer les résultats à temps ; son résultat provisoire non-consolidé est proclamé hors-cadre et hors délai institutionnels. Le Conseil Constitutionnel pro-GBAGBO a abrégé le processus et outrepassé ses prérogatives en proclamant un autre vainqueur pour une élection entachée de fautes graves, violences physiques et fraudes, au lieu de recommander et exiger un autre scrutin partiel ou général . Ainsi la Commission Électorale et le Conseil Constitutionnel ont agi en non-droit en sus de la déraison de l'ONU et de la France de SARKOZY.

Tous ces comportements controversés ne sont que la conséquence des insuffisances notoires de l'Accord qui a amené les protagonistes à cette élection. L'accord manquerait de préciser quelques dispositions pratiques importantes pour instaurer la confiance entre les deux camps. Au final, la vérité des Urnes est malmenée et étouffée de part et d'autre par tous ces acteurs et elle est difficile à dire à l'heure actuelle en Côte d'Ivoire.

Mais cette vérité reste à découvrir si on lui donne la chance. Et l'on peut la découvrir de trois façons d'ailleurs évidentes. La première façon, qui serait excellente, consistera à réorganiser toute l'élection. La deuxième façon, qui serait assez bonne, consistera à refaire partiellement l'élection donc dans les zones entachées de violences et/ou de fraudes. Et la troisième façon, qui serait admissible, consistera à recompter le vote avec objectivité.

En toute raison et dans le souci d'une avancée vers une solution constructive, à défaut de l'Excellence, on se résout toujours à promouvoir le Bien ; et à défaut du Bien on donne la chance à l'Admissible. Dans ce sens, ceux qui suivent de près l'évolution des faits en Côte d'Ivoire en recoupant les informations à partir des sites Internet avoueront que le camp GBAGBO/BLE GOUDE propose un recomptage des votes. Il est évident que cette option est dans le souci de découvrir la vérité des urnes, ne serait-ce que dans sa forme admissible, mais par contre le camp OUATTARA / SORO refuse toute recherche de la vérité des urnes et se contente de répéter le résultat illégalement proclamé par le président de la Commission Électorale et déraisonnablement acceptée par l'ONU et la France de SARKOZY.

L'attitude de OUATTARA/SORO semble suspecte. Il n'y a que celui qui se reproche une faute qui fait souvent obstruction à la recherche de la vérité. Celui qui cache un délit refuse qu'on rentre dans sa chambre, ou qu'on fouille dans ses affaires.

GBAGBO/BLE GOUDE ayant confisqué les medias d'Etat de la RTI depuis la naissance de cette crise - ce qui est condamnable dans une mesure - s'y emploie à exposer les preuves juridiques, physiques et mathématiques des allégations contre le camp OUATTARA/SORO.

Mais le camp OUATTARA/SORO ne s'emploie pas du tout sur son site Internet à démentir et réfuter méthodiquement les preuves et les allégations dirigées contre lui par l'adversaire. Il n'ose même pas dire que ce sont des preuves falsifiées. Il se contente de dire à l'adversaire de quitter le pouvoir et appelle la Communauté Internationale à le soutenir avec les armes pour chasser l'adversaire qui le défi par des preuves.

Le dernier exploit du camp OUATTARA/SORO est qu'il refuserait la vérité jusqu'à au point d'adopter la stratégie de blocage de l'information. Mais il s'y est procédé de façon grotesque. Le site Internet de la RTI, qui diffuse les émissions de démonstration et de défense de la vérité et de la raison d'Etat du point de vue GBAGBO pour informer le monde entier, est actuellement piraté par OUATTARA. Le site d'information officiel de la RTI est directement redirigé sur le site de OUATTARA où rien de constructif n'est proposé. Ainsi la stratégie de OUATTARA n'est pas orientée vers une confrontation des idées, la discussion, la démonstration des preuves mais plutôt vers l'anéantissement du débat, le refus simple de la recherche de la vérité des faits, vérité des urnes.

Avec tous les moyens matériels et le soutien extérieur dont OUATTARA dispose, il pourrait facilement organiser sa défense publique à partir de son site Internet en se fondant sur les documents de l'élection en sa disposition. Mais cette voie semble ne pas lui plaire. Pourquoi ? Par manque de preuves ou par manque de patience ? Qu'est-ce qui le pousse à s'éloigner de la discussion et de l'illustration par les preuves ?

Tout compte fait, on en est arrivée à un niveau où les experts en informatique de la communauté Internationale, les soutiens extérieurs, ont aidé OUATTARA à barrer la route à l'émergence de la vérité à travers le débat et la discussion, ne serait-ce que dans sa forme admissible comme le propose GBAGBO.

Faire obstruction à la liberté d'expression de l'autre comme OUATTARA l'a fait, et oser ramener tout à soi sans rien proposer de constructif devant l'impasse, ressemble à une méthode de crapule, et OUATTARA n'en tirera pas l'avantage attendu car les observateurs objectifs qui aiment user de leur esprit de discernement avant de prendre parti seront indignés.

Michel KINVI

New York, 8 Janvier 2011

kinvimichel@yahoo.fr